

## *Face au totalitarisme, la résistance civile*

**Jacques Semelin**, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2011, 112 p.

Ce nouvel ouvrage de Jacques Semelin constitue une démarche épistémologique tout à fait intéressante. Cet « itinéraire de recherche » tel qu'il le définit lui-même, représente le compte rendu de son mémoire d'Habilitation à diriger des Recherches, sous la direction de Pierre Hassner. Il y reprend les grands axes des travaux qu'il a menés depuis ces trente dernières années, de façon synthétique, peut-être trop sur certains points. Professeur à Science-Po, et directeur de recherche au CNRS, il a mis en place le site de « l'encyclopédie des violences de masse » ([www.massviolence.org](http://www.massviolence.org)) qui recense les analyses de différents universitaires sur les phénomènes génocidaires dans le monde. Cet outil pédagogique est à l'image de ce petit condensé qu'il vient de faire paraître sur la résistance civile.

Les grandes idées qui soutiennent la réflexion de l'auteur sont présentées de façon claire et précise, et s'organisent autour d'un plan que l'on pourrait qualifier de chronologique puisqu'il suit la progression des recherches de l'auteur dans le temps. Une première partie théorique propose une présentation des concepts-clés qui sous-tendent l'analyse développée à travers deux exemplifications de résistance civile : l'une face à l'Allemagne nazie, l'autre contre les régimes communistes. Le lecteur retrouve dans ces pages des notions qu'un précédent ouvrage, *Sans armes face à Hitler*, développait. Il s'agit là de poser une définition de la résistance civile comme « processus spontané de lutte de la société civile par des moyens non armés... », tout en précisant certaines notions connexes. Cette tentative de conceptualisation donne au texte, valeur d'outil épistémologique. La distinction entre « Force et violence » qui clôt ce premier chapitre fait écho aux recherches qui occupent davantage l'auteur actuellement. Les références à Paul Ricoeur et Jean Leca soulignent l'ouverture de sa pensée à une approche plus philosophique du thème de la non-violence. Une deuxième partie propose une synthèse de ses travaux sur la résistance civile dans l'Europe nazie qu'il avait déjà exposée dans l'ouvrage susnommé, paru en 1989 et préfacé par Jean-Pierre Azéma. En insistant sur la spécificité du régime national-socialiste liée au génocide du peuple juif, il met en évidence différentes formes de résistance civile en prenant soin de les mettre en perspective avec les situations nationales et politiques dans lesquelles elles se développent. Il est intéressant de remarquer que si Jacques Semelin n'envisageait de résistance que collective, il évolue peu à peu pour nuancer son propos en s'interrogeant sur la valeur de certaines actions individuelles. Ainsi, comment ne pas assimiler le port de l'étoile par des étudiants non-juifs, de façon non concertée, à Paris en 1942, à une forme de résistance civile ? L'auteur reconnaît qu'en matière de résistance, il est difficile de « catégoriser » tant la diversité des situations suggère l'étendue du champ de recherche. La troisième partie recouvre les travaux qu'il a réalisés sur « l'Europe soviétisée » reprenant les conclusions de son dernier

ouvrage *La liberté au bout des ondes*, paru en 1997. Le propos ici est recentré sur le rôle et l'influence des médias dans le développement des mouvements résistants dans les pays d'Europe de l'Est. La progression de l'analyse suit pas à pas l'évolution de sa recherche. On perçoit ainsi comment un objet d'étude peut évoluer en fonction de l'actualité politique. Ce dernier chapitre a pour mérite de rendre le processus de recherche très clair, et c'est peut-être sur ce point qu'il faut relever l'intérêt de ce livre.

En effet, il a davantage pour mission de faire apparaître le parcours d'un enseignant chercheur que le résultat de ses recherches. Ainsi, le lecteur peut regretter l'absence de certains développements qui auraient apporté un éclairage intéressant sur des points plus précis de la résistance civile contre l'Allemagne nazie. Nous entendons bien qu'il s'agira alors de se reporter à l'ouvrage précédent, plus détaillé. D'autre part, la dernière partie sur l'influence des médias dans l'émergence des mouvements résistants prend un éclat particulier dans le contexte du soulèvement des pays arabes. Si la radio et la télévision ont favorisé le développement de la résistance face au communisme, la thèse de Jacques Semelin trouve un écho particulier avec le printemps arabe. Mais, il est intéressant de noter que l'auteur, à la veille de ces mouvements de résistance largement soutenus par les réseaux internet, affirmait : « Le fax permet une diffusion rapide de l'information écrite, tandis que le système *Internet* rend possible des échanges presque instantanés, supprimant par ailleurs le support papier. Pourtant, le discours qui présente ces nouveaux outils comme supports d'une communication mondiale semble trop optimiste<sup>1</sup>. »

S'il est un point sur lequel Jacques Semelin semble ne pas démentir, c'est bien sur l'adaptation du sujet de recherche à la relativité et l'évolution d'une situation.

Isabelle Galichon, Université Blaise Pascal Clermont-Ferrand II

---

## ***Les Justes de France : Politiques publiques de la mémoire***

**Sarah Gensburger**, Paris, Presses de la Fondation nationale de sciences politiques, 2010, 239 p.

Avec ce livre, présenté comme une refonte partielle de sa thèse de doctorat<sup>2</sup>, Sarah Gensburger condense son enquête sur la constitution sociopolitique de la mémoire

---

(1) p. 93.

(2) *Essai de sociologie de la mémoire. L'expression des souvenirs à travers le titre de « Juste parmi les nations » dans le cas français : entre cadre institutionnel, politique publique et mémoire collective*, doctorat de sociologie, sous la dir. de Marie-Claire Lavabre, Paris, EHESS, juillet 2006.

– enquête dont la précision conceptuelle et la simplicité d'écriture avaient déjà été remarquées à l'occasion de la réédition par les PUF du texte de Maurice Halbwachs sur *La topographie légendaire des Évangiles en Terre sainte*<sup>3</sup> dans la brève présentation problématique qu'elle en donnait.

Elle y questionne frontalement, en six courts chapitres, les modalités politiques d'appropriation et de maîtrise de la mémoire collective par les États, et met en pleine lumière les enjeux de puissance qui accompagnent sinon motivent le procès de son institutionnalisation. La question est particulièrement délicate et douloureuse en France, où des considérations de politique intérieure ont clairement instrumentalisé le « faire officiellement mémoire de... », qui est venu occuper et occulter l'espace laissé trop vide de l'enquête historique. En ce sens, la commémoration des « Justes de France » offre la commodité d'une unité sociopolitique « de façade », là où les mémoires et les positions de compréhension de la période pétainiste continuent de scinder multiples fois la société française et restent farouchement diverses – c'est-à-dire adverses. La thèse de la discontinuité historique de l'État républicain sous Vichy – qui rendrait inane et absurde la « reconnaissance » par la République d'aujourd'hui des crimes de ce régime parce que ce serait les crimes d'un Autre – a plutôt été balayée en silence que discutée et réfutée *publiquement*, c'est-à-dire *comme elle avait été affirmée*. Ainsi, on a reconduit la ou les scissions intrasociales en les laissant dans le non-dit de l'histoire, parce qu'au fond une « récupération politique positive » du thème a besoin de leur maintien pour s'affirmer telle et devenir électoralement profitable. Les inflexions successives de l'usage et du transfert de la notion juidaïque de « Justes parmi les nations » à celle de « Justes de France » manifestent exemplairement le cheminement de l'arrière-fond politique qui motive leur promotion institutionnelle ; patiemment, Sarah Gensburger en reprend les voies, et démonte les ressorts intentionnels des divers acteurs et « entrepreneurs de mémoire » qui œuvrent à cette identification et commémoration des « Justes » en France.

C'est que l'ouvrage « entend tout d'abord proposer un nouvel objet à la science politique : les politiques publiques de la mémoire<sup>4</sup> », et, en étudiant l'institutionnalisation progressive de la catégorie de « Justes de France », « ouvrir la boîte noire de l'évocation du passé par les pouvoirs publics<sup>5</sup> ». La noirceur de cette boîte, au demeurant, ne se dissipe pas d'être ouverte – et l'usage « politique-national » de cette catégorie ressemble fort de nos jours, qu'on le veuille ou non, à la prescription d'une « tournure mémorielle officielle ». Rassembler la mémoire du pays autour de la reconnaissance de l'action de quelques-uns, voire même présenter leurs actes comme l'expression d'une « vraie France » identifiée à travers les temps, revient à éluder politiquement

[3] Quadrige-Puf, p. 99-111 [2008].

[4] p. 12.

[5] p. 13.

l'histoire et à n'en retenir que ce qui vous arrange ; l'extrémité de cette attitude fut récemment atteinte avec l'autocélébration générale de la police française au motif de la bravoure des quelques Résistants issus de ses rangs. L'honneur (si l'on veut appeler cela ainsi) de quelques individus ne rédime pas l'ignominie du plus grand nombre, et n'est nullement récupérable ni extensible à la « nation » dont ils seraient « issus ». Être juste ne relève d'aucune appartenance nationale, et l'expression même de « Juste de France », comme si la France avait quelque chose à voir avec la justice des Justes, est déjà suspecte. Avoir été juste *en* France, cela a un sens au regard de l'histoire ; mais être un « Juste de France », cela n'en a aucun à quelque regard que ce soit.

Mémoire abusive, et donc abusée, abusivement teintée et enveloppée d'« hommage », transférant illégitimement une part de l'aura du Juste au bout de terre où il a agi et vécu, sinon même aux structures politico-éducatives républicaines avec lesquelles il a grandi : c'est à l'unanimité des deux Chambres qu'est votée la loi du 10 juillet 2000 instaurant « une journée nationale à la mémoire des victimes des crimes racistes et antisémites de l'État français et d'hommage aux “ Justes de France ” », et c'est dans un « total consensus tant politique que médiatique<sup>6</sup> » que se déroule la cérémonie du Panthéon de janvier 2007. Les actes de politique mémorielle semblent n'advenir que selon un régime de « dépolitisation active », qui euphémise l'histoire politique elle-même en consacrant par la loi un temps auquel il ramène les consciences, l'hommage aux « Justes de France » contrebalançant, ce jour-là, la mémoire « des crimes de l'État français ».

Il est difficile, dans les limites de ce compte-rendu, d'évoquer l'ensemble des pistes soigneusement suivies par Sarah Gensburger pour expliquer l'émergence de cette notion si consensuellement adoptée, la diversité d'actions et d'intentions de ses « promoteurs », la greffe politicienne d'« intérêt national » qui s'y est adjointe, l'histoire du renversement de son sens (de « parmi les nations » à « d'une nation particulière ») et de l'évolution de ses enjeux. La richesse et la multiplicité des aperçus ouverts durant l'enquête font de cet ouvrage un premier pas qui en appelle d'autres.

Ce qui finalement rassure, à l'issue de la lecture, c'est que la mémoire en tant que telle ne saurait se réduire, se rétrécir, se plier à sa prescription ; comme l'écrit Robert Frank dans un article de 2001 : « Au fond, en matière de mémoire, comme dans d'autres domaines, la société conserve un important degré d'autonomie par rapport aux autorités ou aux groupes constitués<sup>7</sup>. » En matière d'oubli aussi.

**Pierre Carrique**, Collège international de philosophie

(6) p. 16.

(7) *La France des années noires : la mémoire empoisonnée*, Cahiers français, 303, juillet-août 2001, p.65.

## *Mon témoignage devant le monde : Histoire d'un État clandestin*

**Jan Karski**, Paris, Éd. Robert Laffont, 2010, 398 p.

Édition de poche : Jan Karski, *Mon témoignage devant le monde. Souvenirs 1939-1943*, traduction anonyme de l'anglais révisée et complétée pour l'édition par Céline Gervais-Francelle, Paris, Points, 2011, 570 p.

En 1944, aux États-Unis, bien avant que d'autres témoignages mémorables voient le jour, un émissaire du gouvernement polonais en exil, membre de la résistance polonaise, Jan Karski écrit un livre *The Story of Secret State*, publié la même année aux USA puis en Grande-Bretagne. Traduit ensuite en suédois, norvégien et français (sous le titre sûrement plus parlant *Mon témoignage devant le monde. Histoire d'un État secret*) le livre connaîtra un vrai succès pour tomber, comme son auteur, dans un oubli de près de 40 ans.

Jan Karski (1914-2000), dont la biographie est présentée dans l'introduction de l'ouvrage par Céline Gervais-Francelle, reprendra la parole en 1978 en témoignant devant la caméra de Claude Lanzmann. En visionnant ce document (le témoignage de Karski représente 45 minutes sur 8 heures du film), dont le contenu et le choix fait par Lanzmann ont suscité depuis beaucoup de polémiques (Lanzmann fut accusé, notamment par Yannick Haenel d'avoir utilisé de manière tendancieuse le témoignage de Karski pour montrer l'antisémitisme polonais), on voit un homme ému aux larmes, incapable, dans un premier temps, de prendre la parole comme si les 35 ans qui séparent son témoignage et les faits que Lanzmann lui demande d'évoquer ouvraient une blessure toujours pas fermée et inguérissable. Le visage de Karski évoque ces hommes que Lanzmann nomme *ceux qui se trouvent à la fin du temps*. Il est vrai que Karski a toute la qualité d'un grand témoin, celui qui a vu le monde s'effondrer, militairement d'abord et, moralement ensuite. Lorsqu'il apparaît dans le film de Lanzmann, comme dans les autres documents vidéo des années 1980 et 1990 où l'on peut le voir, visage pâle, traits tirés, Karski nous fait penser au personnage de la tragédie grecque. Ses mots, ponctués de silences, semblent venir d'un autre temps, d'un autre monde, disparu mais toujours vivant au fond de son âme. Karski, qui n'a pu trouver l'oreille des grands de ce monde<sup>1</sup> pour obtenir plus qu'une écoute polie de son témoignage sur le destin des Juifs polonais, s'enfermait dans le silence pour pouvoir mener dès 1944, sa vie ordinaire de professeur d'une Université américaine. Son silence fut-il le prix à payer pour ce semblant de normalité qu'aucun témoin du monde de pierre<sup>2</sup> n'a jamais pu trouver ? Le retour sur ces années de silence contribue

[1] Il a été reçu par le président Theodore Roosevelt en juillet 1943.

[2] Nommé ainsi par Tadeusz Borowski (1922-1951), poète polonais déporté en 1943 à Auschwitz et auteur

à rendre le personnage de Karski tellement tragique et le situe dans cet espace *hors du temps*. Car le livre qui nous intéresse fut écrit par un homme qui a perdu à jamais son innocence et ses illusions.

Édité en 2010 par Robert Laffont, l'ouvrage de Jan Karski fait pénétrer le lecteur dans l'histoire peu connue de l'occupation allemande et de la résistance en Pologne entre 1939 et 1942.

Dès les premières pages, l'auteur décrit l'atmosphère de ce mois de septembre 1939, marqué à jamais par la terrible défaite de l'armée polonaise prise en étau entre la puissante armée allemande et l'armée rouge. Avant que les désespoirs de toute une nation qui attendait l'aide promise par la France et le Royaume-Uni s'effondrent, la résistance contre l'occupant nazi s'organise. Malgré la défaite, les jeunes officiers de l'armée polonaise, dont fait partie Karski, s'organisent pour continuer la lutte sur d'autres fronts, sous d'autres formes. L'espoir de l'intervention des alliés français et anglais leur permet de tenir dans les camps de prisonniers en Union soviétique, d'où s'enfuit Karski pour rejoindre Varsovie et pénétrer les premières cellules de la résistance polonaise. Les images de lutte clandestine, de l'organisation complexe des réseaux de résistance, les difficultés de la vie quotidienne, la terreur qui s'abat sur la population polonaise, constituent le fond de l'histoire personnelle de Jan Karski (il s'agit du nom de clandestinité qu'il a décidé de garder après la guerre, son vrai nom était Jan Koziielewski), agent de liaison entre les groupes de combattants en Pologne et le gouvernement polonais en exil à Londres.

Écrit à la première personne du singulier, le récit de Karski garde aujourd'hui toute sa singularité et son exemplarité. Dans aucun pays occupé par les Allemands les groupes de résistance de différentes orientations politiques (nationalistes, communistes, paysans...) n'étaient aussi nombreux. Un véritable État clandestin organisait la riposte quotidienne à l'oppression dans la Pologne occupée et permettait la sauvegarde de l'espoir d'une victoire finale. La lecture de cette histoire complexe est grandement facilitée par les excellentes notes rédigées par Céline Gervais-Francelle. Son travail minutieux explique non seulement le contexte des événements évoqués par l'auteur, mais aussi apporte les détails qui permettent le déchiffrement des codes sociaux et politiques nécessaires à la compréhension de certains passages. Il n'est pas sans intérêt que l'historienne corrige parfois les erreurs dues à la défaillance de mémoire de l'auteur.

De manière trop restreinte, le récit de Karski fut souvent présenté comme un témoignage qui apporte la preuve que les alliés étaient bien informés du destin juif et de la solution finale. Yannik Haenel, auteur du livre sur Karski publié en 2009 chez

---

du livre *Le monde de pierre*, publié en français par les Éditions Calmann-Lévy en 1964 et réédité en 2002 par Christian Bourgois.

Gallimard, souligne que Karski, porteur d'un message à ce sujet, représente la figure d'un otage de l'histoire polonaise et européenne. Pour Haenel, Karski était un messenger tragique, porteur d'un témoignage qui n'a jamais pu être pris en considération par ceux qui auraient dû « faire quelque chose » pour arrêter le cours de l'histoire. Or, le livre de Karski est plus que ça.

Le texte fut publié avant que la victoire finale sur l'Allemagne nazie n'ait couronné les efforts d'une génération d'Européens. En lisant aujourd'hui, 60 ans après les faits, ce texte élaboré à la demande d'un éditeur américain et destiné au grand public, il ne faut pas perdre de vue que le récit de Karski dépasse, et de loin, la seule question du génocide juif. L'intention initiale de l'auteur est d'apporter une vision détaillée de la lutte héroïque de la société polonaise contre l'occupant nazi. Jan Karski écrit son livre en tant que membre de la résistance polonaise. Il est porté par l'esprit de patriotisme (très fortement marqué par le nationalisme de droite) dans lequel il fut éduqué. Il témoigne de la grandeur et de la combativité de son pays, une Pologne martyrisée et si souvent oubliée dans les jeux géopolitiques des Grandes puissances de ce monde. Bien que l'intention de l'auteur ne se limite pas à cette démonstration, elle occupe la place centrale dans le livre. Les références symboliques à la martyrologie polonaise sont nombreuses, l'exemplarité du destin polonais ne fait aucun doute pour l'auteur prêt à mourir, lui-même, les armes à la main pour sa patrie occupée.

Même si l'histoire personnelle occupe une place de premier plan (ses missions, son arrestation, les tortures, ses conversations avec le premier ministre polonais Wladyslaw Sikorski et son entourage...), en voulant donner l'image la plus exacte et la plus détaillée de la situation, de l'étendue des actions de la résistance polonaise, Karski consacre des pages entières à la présence féminine dans la résistance, au travail d'édition et de contre-propagande. En mobilisant sa mémoire, Karski décrit la réalité d'un pays qui n'a jamais rendu les armes, qui n'a jamais collaboré (hormis les collaborations individuelles), un pays qui connaît et mobilise le sens véritable de la notion de sacrifice non seulement pour défendre la patrie en péril, ou l'Europe en lutte contre le fascisme, mais aussi pour un ami tué dans une prison nazie.

Du point de vue littéraire, la facture du livre reste très inégale. L'histoire d'un homme, ses observations, ses états d'âme, ses doutes et espoirs sont racontés avec un certain détachement, gage d'une certaine objectivité fondée sur la posture de distanciation adoptée par l'auteur. Nous ne saurons rien sur ses relations plus personnelles, voire intimes, avec ses interlocuteurs et compagnons de lutte. Racontée à la première personne, l'histoire de Karski s'accompagne de descriptions minutieuses de la vie quotidienne et de la lutte de la résistance polonaise entre 1939 et 1942. Cette dimension journalistique, peut-être imposée par l'éditeur, garde aujourd'hui encore toute sa fraîcheur.

Lorsque, 35 ans plus tard face à la caméra de Claude Lanzmann, Karski aborde la

question du destin juif, lorsqu'il se présente lors de sa conférence à Jérusalem en tant que « Juif-chrétien », il explique que durant la guerre il était mal préparé pour voir la gravité de la situation des Juifs polonais sous l'occupation allemande. Lors de cette conférence mémorable qui lui apportera une reconnaissance tardive et une sorte de gloire en Pologne, il dit être conscient de son incapacité à voir la réalité d'un peuple privé de toute aide et destiné à disparaître, après avoir vécu en Pologne sans jamais jouir de la plénitude de ses droits. En écoutant son témoignage poignant, où le drame d'un peuple qui n'a pas pu être sauvé est intimement mêlé au drame de l'homme qui a échoué dans sa mission de sauvetage et de messenger, nous comprenons la force du lien qui unit l'histoire avec un grand « H » à un destin personnel. C'est ici que réside la force de ce témoignage lu aujourd'hui.

Le destin des hommes ordinaires est marqué par les choix qu'ils doivent faire dans les temps extraordinaires. La grandeur de l'homme repose dans sa capacité à faire le bon choix même si ce choix suppose un risque de mort. Il est clair que le personnage de Karski est aussi complexe que l'histoire qui l'a façonné. Le livre de Karski peut être lu comme la description d'un itinéraire de l'homme ordinaire qui a fini par comprendre la complexité de son temps, qui est arrivé à dépasser les limites de sa polonité, à franchir ses frontières symboliques, pour comprendre la tragédie du destin juif et, non sans étonnement, mais avec une grande compassion et sollicitude, à endosser sa responsabilité d'homme universel. La gravité de cette découverte marquera à jamais Jan Karski.

Lors de la polémique qui a éclaté après la publication par Gallimard en 2009 de l'ouvrage *Jan Karski*, entre son auteur Yannik Haenel et Claude Lanzmann qui se disputent les deux Karski, celui qui fut témoin de la Shoah (figure chère à Lanzmann) et celui, messenger non attendu qui tente d'endosser la responsabilité au-delà de cette mission (figure exaltée par Haenel), aucun des adversaires n'a prêté attention au fait que, dans les deux cas, Karski avait accompli un travail énorme de dépassement des limites étroites du patriotisme polonais.

Dans son livre, Karski ne pose pas de manière directe la question de la responsabilité des uns et des autres, ceux qui assistent silencieusement à la destruction de tout un peuple. En effet, la lecture du texte de 450 pages, dans lequel le récit de deux visites dans le ghetto de Varsovie en 1942 et le témoignage d'une visite dans un camp d'extermination<sup>3</sup> occupent seulement 30 pages, donne à voir l'image très vaste et complexe de la société et de la résistance polonaise sous l'occupation allemande. C'est peut-être cette complexité qui peut susciter des interprétations et des interrogations sur l'état d'esprit de la société polonaise de l'époque, de ses élites et questionner les rapports entre les Polonais et les Juifs-polonais.

---

[3] Les historiens pensent qu'il s'agit du camp de Izbica, thèse acceptée aussi par Raul Hilberg.



Dans les deux tiers du livre de Karski, nous sommes face à deux histoires : celle, polonaise, marquée par le patriotisme transmis par les générations de combattants pour la souveraineté de l'État polonais et celle, juive, qui n'est que la longue agonie que le monde entier refuse de voir en laissant la main libre aux « surhommes » allemands qui révèlent dans le ghetto de Varsovie toute leur bestialité. Aujourd'hui encore, justement par l'exactitude de ce témoignage journalistique, par sa dimension historique précise et descriptive, c'est-à-dire non marquée par l'ensemble des représentations construites depuis sous la forme *du fait mémoriel*, un lecteur, qui connaît presque tout sur cette histoire, est invité à pénétrer dans les abîmes de l'âme polonaise et, plus généralement, de l'âme humaine.

En arrière-plan du récit que nous livre Karski, nous trouvons une sorte de honte d'avoir tardé à découvrir et comprendre le destin de ces femmes, enfants, vieillards qui périssaient sans espoir au cœur même de la ville de Varsovie. On peut se demander si cette honte qui semble miner le témoignage de Karski filmé par Claude Lanzmann (elle semble planer comme une ombre, dans la pièce où se déroule l'entretien) n'est pas présente dans son livre écrit en 1944. S'agit-il de la honte de celui qui n'a pas pu livrer le message, la honte de celui qui n'a pas su voir la tragédie juive avant qu'on lui demande de venir voir le ghetto ? Fut-il honteux d'être trop façonné par l'idéologie nationaliste polonaise responsable, dans les années 1930 et 1940 de la séparation radicale entre Polonais et Juifs ?

En lisant ce livre, nous comprenons qu'avec toute son honnêteté Karski ne se pensait pas différent des Polonais avec lesquels il partageait l'expérience de la clandestinité. Mais, à la différence de certains de ses compatriotes, marqués à jamais par sa visite dans le ghetto, Karski va traverser cette frontière qui a si souvent séparé les Polonais des Juifs polonais. Lorsqu'il s'est rendu dans le ghetto, lorsqu'il a accepté, déguisé en policier ukrainien, d'aller voir un camp d'extermination, Karski a perdu ses certitudes et son innocence. La dramaturgie de ces visites fait penser à Dante, à la descente aux enfers, dont personne ne peut revenir indemne.

En passant de l'autre côté du mur du ghetto, Karski découvrait un autre versant du rapport entre les Polonais, nommés « nous » et les Juifs, nommés « eux », dans le texte. Mais il découvrait aussi sa sensibilité, son humanisme universel. Il mettait le doigt sur la dimension tragique de la différence cultivée (aujourd'hui encore) comme fondement identitaire par une partie de nationalistes polonais. Il la décrit dans ces termes :

« La première chose qui s'imposa à moi ce fut le caractère désespéré, totalement désespéré de leur situation. Pour nous, Polonais, c'était la guerre et l'occupation. Pour eux, Juifs polonais, c'était la fin du monde. Il n'y avait pas d'évasion possible, ni pour eux ni pour leurs compagnons. Et cela n'était qu'un côté de la tragédie, qu'une des causes de leur désespoir et de leur agonie. Ils n'avaient pas peur de la mort en soi et l'acceptaient comme quelque chose de presque inévitable, mais s'y ajoutait l'amère

certitude que, dans cette guerre, ils ne pouvaient espérer aucune victoire, aucune satisfaction qui, parfois, adoucissent la perspective de la mort.»

Cette prise de conscience lucide construit l'attitude de responsabilité que va endosser le messager Karski une fois arrivé à Londres, puis à Washington. Elle le marquera toute sa vie.

Karski n'a écrit que 30 pages sur l'extermination du peuple juif, mais il les a écrites dès 1942, d'abord dans son rapport fait pour le gouvernement polonais à Londres, rapport transmis aux autorités britanniques puis américaines. Il fut à jamais marqué par les faits évoqués, il n'a jamais pu oublier ni ces quelques heures durant lesquelles il a plongé dans l'horreur absolue, ni l'échec de sa mission auprès des puissants alliés. Le messager tragique a été privé du salut de son âme, damné à jamais. Dans un monde aveugle et incapable d'entendre les cris silencieux des enfants qui mouraient dans le ghetto de Varsovie, aucun salut n'était possible.

Reconnu *Juste parmi les nations* en 1982, Karski fait partie de ces 6 195 Justes polonais, sans oublier tant d'autres anonymes et inconnus du grand public, qui ont tenté en Pologne sous occupation nazie d'apporter leur secours au peuple dont le destin fut l'extermination. Le livre de Karski nous invite à reconnaître que la réalité polonaise sous occupation allemande était beaucoup plus complexe que l'image partielle d'une Pologne antisémite qui fait débat aujourd'hui.

**Ewa Bogalska-Martin,**

Université Pierre Mendès France, Grenoble 2 / Pacte-CNRS UMR 5194

---

## ***Genocide. A normative account***

**Larry May, Cambridge University Press, 2010, 284 p.**

Sur la couverture du livre de Larry May figure une photo de l'entrée du camp d'Auschwitz-Birkenau, lieu emblématique en matière de génocide, s'il en est. Mais en l'occurrence, le cliché s'avère trompeur, car l'étude de May entend introduire un changement de perspective en abandonnant la Shoah comme référence incontournable. Pendant longtemps, la réflexion sur l'extermination systématique des Juifs par l'Allemagne nazie a été déterminante pour la compréhension du phénomène général du génocide. C'est ainsi que la Convention sur le génocide de 1948 s'est largement inspirée des crimes nazis contre les Juifs. Or, selon l'auteur, faire de la Shoah un paradigme incontournable peut empêcher la compréhension des autres cas de génocide, notamment les plus récents. Le rôle privilégié accordé à la Shoah va de

pair avec une approche à dominante morale du génocide, qui envisage le désastre en question comme le mal absolu. De ce point de vue encore, May entend opérer un revirement et enlever au génocide son titre de « crime des crimes ». Les déclarations suivantes donnent le ton et méritent d'être citées, tant elles peuvent laisser perplexe voire choquer le lecteur francophone, familier d'une tout autre littérature sur la Shoah dans sa propre langue : « les préjudices ou torts des génocides ne sont pas moralement uniques et n'ont pas forcément plus d'importance que les méfaits impliqués dans les crimes contre l'humanité ou certains autres crimes internationaux<sup>1</sup>. » De même, l'approche de May ne veut plus se focaliser exclusivement sur les victimes ou leur parole en sacralisant cette dernière. On est loin de toute optique mémorielle, où la fidélité aux victimes est primordiale ; par conséquent, on laisse aussi de côté la perspective de la littérature, qui peine à se hisser à la hauteur de l'effroyable et de l'indicible par les moyens du discours. L'auteur est conscient que l'abandon de ces points de vue peut heurter les victimes et leurs familles, au point qu'au seuil de son ouvrage, il prend soin de les ménager. Mais à la place, il propose une approche qu'on pourrait qualifier de désacralisante, pragmatique et non émotionnelle, qui vise à désamorcer le caractère « quasi obsessionnel » prêté au génocide au vingtième siècle. Cette approche fait confiance à l'argumentation rationnelle, et ne tient pas l'explication du crime pour funeste, voire obscène, en ce sens qu'elle mènerait inéluctablement au pardon accordé aux bourreaux. Au contraire, l'auteur en est convaincu, face à toute forme de négationnisme, l'argumentation réfléchie apparaît comme une réponse plus probante qu'un récit des faits empreint d'émotion.

La rationalité invoquée est celle du droit pénal international exploré ici dans une perspective philosophique. Sur ce terrain, et dans le domaine anglo-saxon, Larry May n'est pas un nouveau venu, puisqu'il a déjà consacré des études aux crimes contre l'humanité et aux crimes de guerre, qui s'inscrivent toutes dans le cadre d'un projet à long terme sur les fondements normatifs et moraux du droit pénal international. Sans conteste, l'étude présente se donne les moyens conceptuels d'une approche très différenciée du phénomène, à même d'envisager aussi les cas récents de génocide. L'auteur offre une contribution précieuse au débat toujours actuel des délimitations du génocide. Il le fait notamment en s'attardant longuement sur des cas conceptuellement épineux, tout particulièrement le génocide au Rwanda, où les deux groupes antagonistes en présence semblaient de prime abord très peu se distinguer l'un de l'autre aux yeux des observateurs extérieurs. La perspective choisie, tout en étant théorique, car soucieuse de définir des concepts et de distinguer des nuances, se veut néanmoins tournée vers l'application du droit pénal (visant par exemple à offrir des critères permettant de départager les responsabilités), tout en envisageant d'autres démarches possibles, telles l'intervention humanitaire ou les possibilités de réconciliation. La démarche de l'auteur prend évidemment en compte les acquis sur

---

[1] « the harm or wrong of genocide is not morally unique and not necessarily of greater importance than harms involved in certain crimes against humanity or other international crimes », p. 11.

le plan du droit international pénal en matière de génocide, plus particulièrement la Convention sur le Génocide de 1948, si bien que tout au long de l'ouvrage, ce texte se trouve minutieusement commenté et fait l'objet de plusieurs propositions d'amendements. De manière générale, l'approche conceptuelle amène l'auteur à reconsidérer les contours des réalités génocidaires, et à ajouter des domaines méconnus jusque-là : à titre d'exemple, le génocide culturel et le nettoyage ethnique sont inclus dans la catégorie d'ensemble du génocide.

Les soubassements philosophiques de l'étude se présentent sous la forme d'une conception bien particulière concernant la notion de groupe, exposée au début. L'importance du groupe se comprend aisément. Non seulement, elle forme la notion centrale de l'article 2 de la Convention de 1948, mais le génocide pose la question du rapport de l'individu au groupe : du côté du crime, le problème du droit pénal consiste à déterminer la responsabilité des individus dans le cadre d'un crime de nature collective ; du côté des victimes, il s'agit d'établir la nature du mal, soit en termes de groupe ou en termes d'individu. Dès lors, il est capital d'identifier de façon fiable un groupe social. L'originalité de May consiste à cet égard à défendre une thèse résolument inspirée de la tradition philosophique nominaliste : le groupe n'a pas d'existence en lui-même et les noms de groupes sont des fictions en ce sens qu'ils n'ont pas de référent dans l'univers ; en réalité, ils reflètent nos expériences et nos jugements. Ce qui fait le groupe, ce sont les relations entre les individus, et l'identification qui se construit de l'intérieur (*in-group*) et de l'extérieur (*out-group*). Cette démarche qui refuse d'absolutiser les groupes et de les penser en termes d'essences, de réalités en soi ou d'entités figées, permet déjà de faire le tri parmi les groupes objets potentiels de génocide.

Dans un deuxième temps, cette conception nominaliste du groupe permet à May de mieux définir le mal (*harm*) produit par le génocide. Si les groupes n'ont pas d'existence en soi, le mal doit être vu en termes de ce qui est fait aux individus : la destruction du groupe par le génocide touche l'individu, et lui inflige une perte de statut. Dans sa tentative de définir la spécificité du mal du génocide, May opère un déplacement d'accent de la destruction physique (qui n'est pas forcément présente, et que le génocide partage d'ailleurs avec d'autres crimes comme les crimes contre l'humanité) vers le préjudice psychologique. Dès lors, on comprend mieux sans doute pourquoi May abandonne l'Holocauste comme paradigme directeur, où la liquidation physique se trouvait au premier plan.

Ensuite, l'auteur examine les aspects fondamentaux du génocide, comme on peut le faire pour tout crime, c'est-à-dire qu'il en considère les actes (*actus reus*) et les éléments mentaux (*mens rea*). Il s'attarde longuement sur la distinction entre l'intention individuelle et l'intention collective, et développe le concept de l'intention partagée ou de l'intention collective, essentiel pour la compréhension du génocide. Il discute la distinction, coutumière en droit pénal, entre les intentions et les motivations, tout

comme le poids respectif de ces deux aspects dans la punition. Plusieurs questions relevant de la responsabilité sont examinées : May propose une théorie générale de la complicité et une discussion du concept d'incitation, où le rôle des médias est considéré de près. Le génocide du Rwanda sert à chaque fois d'exemple. À la fin de son ouvrage, May considère des problèmes spécifiques comme l'intervention humanitaire et la question de la réconciliation.

D'inspiration anglo-saxonne, l'ouvrage se développe de façon très systématique ; l'argumentation est claire et d'une grande honnêteté intellectuelle, car l'auteur ne manque pas, à plusieurs reprises, de discuter dans des sections séparées les objections qu'on pourrait faire à ses thèses. Même si l'approche du génocide présentée ici peut laisser indifférents ou heurter certains, elle présente une tentative poussée pour aborder le phénomène par le biais du droit et pour clarifier les débats contemporains.

**Daniel Acke**, Vrije Universiteit Brussel

---

## *Journal de déportation*

**Yervant Odian**, Marseille, Éd. Parenthèses [Coll. « Diasporales »], 2010, 488 p.

En 1914, Yervant Odian a quarante-cinq ans. C'est un écrivain satiriste bien connu à Constantinople où il dirige un quotidien en langue arménienne, *Jamanak* (Temps). Il descend d'une famille illustre. Son oncle paternel, Krikor Odian, a été, avec Midhat Pacha, le rédacteur de la Constitution ottomane de 1876. Son père était diplomate et publiciste. Lorsque la guerre éclate et que la Sublime Porte ordonne la mobilisation générale, les Arméniens craignent qu'une période de dangers ne commence. L'Empire ottoman n'entre en guerre qu'en novembre 1914, mais les Turcs sont depuis août de plus en plus hostiles à l'égard des Arméniens et la rumeur publique les présente comme des « ennemis intérieurs ». Lorsque, le samedi 24 avril 1915, on apprend qu'en divers lieux de la capitale des hommes politiques, des journalistes, des écrivains, des notables ont été arrêtés, Yervant Odian ne réalise pas encore que cette raffe est le premier temps de la destruction des Arméniens de l'empire qui commence en mai dans les provinces orientales. Le 2 juin, il découvre les dispositions légales réglant cette destruction sous le camouflage d'un « transfert de populations ». C'est seulement en juin que les nouvelles de ces déportations parviennent dans la capitale. Odian se cache d'abord pour éviter une arrestation. Puis, apprenant que les Arméniens résidant à Constantinople ne sont pas concernés par ces mesures, il reprend son activité et est arrêté le 7 septembre. Il est déporté le 14 septembre et ne revient à Constantinople que le 17 novembre 1918 après la capitulation de l'Empire ottoman, le 30 octobre. Il rédige alors un récit chronologique des épisodes de sa déportation qui paraît dans

*Jamanak* du 6 février au 25 septembre 1919 en 187 épisodes, sous le titre *Années maudites, souvenirs personnels, 1914-1919*. Depuis, ce texte a été repris dans plusieurs traductions. Une nouvelle publication a été faite, en arménien, par le quotidien français *Haratch* de février à décembre 2005.

Yervant Odian est un témoin exemplaire, à la fois précis et soucieux de vérité. Il ne se livre à aucun excès verbal et ne parle que de ce qu'il a vécu. Son *Journal* est une oeuvre romanesque et un feuilleton de journaliste. Il fait le choix de raconter d'une façon dépouillée ce qu'il a vu et ce qu'il a vécu, en faisant une large part aux dialogues, de telle sorte que son récit est, paradoxalement vu le sujet, d'une lecture facile. Pendant ces trois années, il est le témoin occasionnel d'épisodes du génocide des Arméniens, mais sa situation de déporté est différente. Il est condamné à la déportation et son dossier judiciaire le suit d'une étape à l'autre, sans qu'il en connaisse le contenu. Odian est pris dans les mailles d'un filet dont il ne pense qu'à s'échapper. À cette fin, il utilise sa connaissance de la mentalité turque, ce qui lui permet de survivre dans un milieu profondément corrompu. Tout au long de son parcours, il bénéficie d'une remarquable solidarité des Arméniens qu'il rencontre et qui, pour des raisons diverses, n'ont pas été arrêtés. Il doit surtout sa survie au fait qu'à la différence de la masse des déportés, il reste une « personne déplacée ».

Le récit de Yervant Odian est une odyssée, autant d'étapes, de lieux de sa déportation. Il diffère des souvenirs des rescapés du génocide : sa mise à mort n'est pas programmée et il bénéficie d'une relative liberté. Rarement jeté en prison, il en sort rapidement. Il reçoit à intervalles réguliers une aide financière – sa famille ou des amis – qui lui permet de payer ses frais de voyage et d'hôtel, de soudoyer les gendarmes, fonctionnaires et autres civils qui cèdent toujours à l'appât d'une pièce d'or ou de menue monnaie. Parti de Constantinople en train, il est d'abord envoyé à Konya. Il ignore toujours la raison de sa détention et on l'assure qu'il sera bientôt libéré. Puis il est transféré à Érégli sous surveillance policière. Là, pour la première fois, il rencontre un camp de déportés arméniens et il apprend que les 30 000 Arméniens de Zeïtoun, déportés en mai 1915, ont été exterminés. Il est ensuite envoyé en Cilicie, à Tarse, où il découvre un camp de plusieurs milliers de tentes : les déportés y sont regroupés avant de repartir vers Alep. Arrivé à Alep en train, Odian est accueilli par des notables arméniens, dont les frères Mazlounian, propriétaires de l'hôtel Baron et protégés par Djemal Pacha. Envoyé d'Alep au camp de Sibil, il découvre l'horreur de la dernière étape du génocide : les ravages provoqués par la dysenterie dans ce camp de concentration, les ventes de milliers d'enfants arméniens à des femmes venues d'Alep s'en procurer. Ses amis parviennent à le faire sortir du camp et à le faire partir au sud, à Hama, en pays arabe, où il retrouve un semblant de vie normale. Il est néanmoins contraint de se convertir à l'islam, un simple changement de nom – sans obligation de circoncision, l'intervention ne se pratiquant qu'au printemps. Il survit ainsi jusqu'en 1917. À cette date, le génocide est officiellement achevé : les déportés arméniens survivants, environ 300 000, ont été massacrés à Deir ez-Zor et dans les

environs de cette ville en décembre 1916. Désormais, les Arméniens ne sont plus officiellement menacés d'extermination mais ils restent persécutés par les autorités. Odian est arrêté à Hama et envoyé à Deir ez-Zor où il se rend en mai 1917 en voiture à cheval, toujours escorté de policiers qui le rançonnent régulièrement. Il est accueilli dans cette ville par le principal exécutant des massacres, un commissaire qui multiplie les tracasseries à son encontre. Il l'envoie au village d'Al Busseira, dans une région infestée par la tribu arabe nomade des Shawiya, réputée pour sa cruauté. Il reste libre de se déplacer dans le village et décide de s'enfuir dans le désert. Il est alors dévalisé par les nomades et se retrouve nu au bord de l'Euphrate avant de revenir à Al Busseira. En août 1917, il regagne Deir ez-Zor où il est affecté à un atelier de tissage avant de devenir interprète – du français à l'arabe – de l'officier allemand dirigeant le service de l'Étape dans cette ville – Alliés des Turcs, les troupes allemandes sont présentes sur le territoire de l'Empire ottoman. Cette fonction le protège des persécutions de l'administration turque et le conduit à des activités singulières, comme l'organisation d'un bordel pour les soldats allemands. Quand le colonel qui le protège est nommé à Alep, il retombe sous la coupe du commissaire qui le persécute. Il s'enfuit à nouveau à Alep, cité refuge des survivants arméniens dont plusieurs vivent encore dans la clandestinité. Il est alors arrêté. Il continue à ignorer le motif de son inculpation et doit retourner à Konya, lieu initial de sa déportation. On est en mai 1918. Il demeure un exilé politique et n'est autorisé à regagner Constantinople qu'en novembre, après l'armistice.

Tout au long de cet incroyable périple, Yervant Odian a rencontré une foule de gens, des victimes, des informateurs, des délateurs, des fonctionnaires de l'anéantissement des Arméniens, toutes les variantes de la bureaucratie ottomane. De son propre aveu, il fut l'un des déportés les plus chanceux. Ce livre est un témoignage exceptionnel sur le génocide des Arméniens, justement parce que Odian n'était pas programmé pour disparaître. Son cas avait été examiné individuellement, dans un cadre judiciaire, contrairement aux exécutions massives et aux déportations des populations arméniennes qui, elles, constituent un génocide.

**Yves Ternon**, Montpellier III

## ***Enseigner Hitler. Les adolescents face au passé nazi en Allemagne. Interprétations, appropriations et usages de l'histoire***

**Alexandra Oeser**, Paris, Éd. de la Maison des Sciences de l'Homme, [Coll. « Dialogiques »], 2010, 434 p.

Cet ouvrage est le résultat d'une enquête sur quatre établissements scolaires, deux à Hambourg, deux à Leipzig (ex-RDA). Et disons d'emblée que c'est une réussite, par la précision de l'analyse et par l'ampleur des questions soulevées : car, à partir d'une question qui pourrait paraître strictement pédagogique, et sur un sujet « sensible », l'auteur fait apparaître des différentiels inédits entre anciens et nouveaux *Länder*.

Alexandra Oeser ne part pas d'une conception prescriptive de ce que devrait être la connaissance du nazisme en Allemagne au XXI<sup>e</sup> siècle, mais étudie les formes concrètes, souvent inattendues, que revêt la mémoire de cette période chez les adolescents, sous l'effet de l'école, mais aussi de la famille et du groupe de pairs. Les débats intellectuels et médiatiques sur le passé nazi ne les atteignent pas ; plus curieusement, ces mêmes débats ne semblent pas faire référence pour les enseignants interrogés, qui se réfèrent plutôt aux débats de leur jeunesse, notamment « 1968 » pour ceux de Hambourg, « 1989 » pour ceux de Leipzig.

Le même souci du concret amène l'auteur à bien distinguer enjeux de connaissance et enjeux moraux et politiques, et à refuser de considérer « les jeunes » comme une entité homogène, décrite le plus souvent comme ignorante et/ou blasée, face à l'explosion éditoriale des livres et documents sur le sujet. Les analyses générationnelles ignorent le plus souvent les différences sociales, comme Bourdieu l'a fait également remarquer. Et l'enquête met en évidence la complexité des formes d'appropriation du passé : on peut trouver saturation, rejet et ignorance parfois chez les mêmes élèves, ou, à l'opposé, le même rejet chez des élèves bien informés. Donc les distinctions entre le « trop » et le « trop peu » de mémoire, et les politiques publiques qui pourraient en découler, ne sont pas opératoires.

L'un des concepts fondamentaux de l'étude d'Alexandra Oeser est celui d'*Eigen-Sinn* (Lüdtke, 1993) : « sens propre » mais aussi « entêtement », parfois traduit inexactement par « quant-à-soi », tandis que l'*Eigen-Sinn* est une appropriation de l'espace social. Ce concept, pour Lüdtke, vise à décrire la vie ouvrière aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles en prenant ses distances par rapport à la problématique marxiste. Il décrit les formes de sociabilité ouvrière au travail, les « fuites » de la relation hiérarchique directe afin de se créer un espace et un temps à soi, un « entre-soi » ouvrier, l'existence parallèle et paradoxale d'une résistance et d'une distance à la résistance. Ce concept va être très heureusement modulé en fonction de la situation scolaire.

Le premier chapitre, « L'enseignement au service de la démocratie », marque le tournant de la guerre froide, qui modifie les programmes d'information des Alliés et



par conséquent les programmes pédagogiques, et souligne les différences de mémoires entre RDA et RFA : c'est ainsi par exemple que l'holocauste est minimisé dans les manuels d'histoire de RDA, au profit de la résistance antifasciste et communiste. Puis *Parler du passé nazi en classe et réussir à l'école* montre comment certains élèves peuvent, tout en adoptant la doxa scolaire sur le nazisme, tenir en même temps des discours ambigus ou contradictoires. La question du *genre* intervient aussi : les supports utilisés pour s'informer ne sont pas les mêmes. Les filles s'orientent surtout vers les romans, les autobiographies ; les garçons, qui ne se souviennent pas des romans lus par obligation scolaire, s'informent plutôt par la télé et certains journaux.

L'école, regroupant des adolescents de milieux divers, n'influence qu'indirectement les mécanismes d'appropriation des rapports (légitimes ou non) au passé. C'est là que le rôle des parents est déterminant, et qu'apparaît la différence entre Est et Ouest depuis la *Wende*. Les classes supérieures de RFA ont un sentiment de continuité des privilèges économiques et culturels, et d'une sécurité professionnelle et sociale, alors que la réunification a déstabilisé la RDA, même les classes privilégiées. Cette déstabilisation a des effets divers, parfois extrêmes : c'est le cas de Wolfgang, qui se revendique du néo-nazisme, et dont les parents ont tous deux perdu leur travail après la *Wende* et sont au chômage depuis plus de dix ans.

Ce positionnement global, d'origine familiale et sociale, amène parfois les élèves à adopter des attitudes différentes de celles des professeurs. À l'Ouest, à Hambourg, les élèves s'opposent au pessimisme politique de leurs professeurs, estiment que le régime politique est stable, qu'un retour au fascisme est inimaginable. « Ce contre quoi [leurs] parents se sont battus, aussi bien en termes de représentation (la croyance dans l'autorité) qu'en termes de mécanismes de pouvoir (les hiérarchies autoritaires) a, à [leurs] yeux, disparu. » Les professeurs de Leipzig, quant à eux, même contents de la fin du régime SED ont le sentiment que le passage à un régime pluraliste leur a été imposé de l'extérieur.

Des deux côtés, certains élèves sont « largués », indifférents, incapables de situer le nazisme dans le temps, dans les effets de sa politique, y compris la solution finale. D'autres sont « lassés », exaspérés d'un sujet omniprésent. Un tabou pèse sur la question : « Papi était-il nazi ? » C'est seulement dans 4 familles sur 120 que les enfants ont abordé volontairement le rôle du génocide juif dans le positionnement politique de leurs grands-parents. « Le prix à payer est trop important. » Typique à ce propos, l'anecdote du père qui brûle les photos de guerre du grand-père, sans que le fils pose la moindre question. Paradoxalement, le passé nazi et le passé de la RDA font l'objet de stratégies analogues, que ce soit dans l'évitement, la dénégation, ou la tentative de défendre malgré tout un bilan : « Les deux périodes "maudites" *ex-post* se superposent [...] : " Ma Mamie ne veut rien comprendre [dit une élève]. Que ce soit le national-socialisme ou la RDA, c'est "oui, ça s'est passé, ce n'était pas bien, mais ce n'était pas que mauvais non plus ! Adolf a aussi construit des autoroutes..." »

Certains adolescents utilisent les emblèmes nazis comme tactique pour tester les limites du cadre de légitimité. L'auteur montre, à propos des comportements « déviants » de certains élèves, que les expliquer par « un manque de compréhension

du génocide » n'est pas pertinent : c'est précisément en comprenant l'horreur de ce passé que la déviance peut se construire. Paradoxe rendu possible par le manque de contenu du « devoir de mémoire », accepté mais incompris, abstrait.

L'auteur démontre pour finir que l'interprétation totalitariste, à l'Ouest, et l'interprétation antifasciste, à l'Est, malgré leurs différences, ont un socle commun : « le nazisme n'est pas seulement le point de départ de ce raisonnement bipolaire, il lui est indispensable. » Les choses ont quelque peu changé après la *Wende* : « le nazisme a été partiellement remplacé par le passé de la RDA, qui représente la nouvelle référence, le “ passé dépassé ” dans les nouveaux Länder. »

La motivation personnelle de l'auteur (les deux branches, maternelle et paternelle, de sa famille ont été impliquées dans le nazisme), loin de nuire à la qualité scientifique de l'enquête, a certainement contribué à une démarche approfondie et nuancée.

Anne Roche, Université Aix-Marseille

---

## *Juger Eichmann, Jérusalem, 1961*

Le 8 avril 2011 s'ouvrait l'exposition *Juger Eichmann, Jérusalem, 1961* au Mémorial de la Shoah de Paris, pour une durée de six mois. Autour d'archives notamment empruntées aux gouvernements israéliens et argentins, le Mémorial se proposait de retracer ces événements exceptionnels qu'ont été l'arrestation et le procès d'Adolf Eichmann en Israël.

En mai 1960, Adolf Eichmann est arrêté en Argentine par les services secrets israéliens, alors qu'il y avait été repéré un an plus tôt. Le fonctionnaire nazi, ayant organisé l'extermination massive des Juifs européens, avait parcouru l'Europe avant de se réfugier sur le continent américain. Après plus d'un an de procès en Israël, le verdict tombe : Eichmann est condamné à mort en décembre 1961. Il fait ensuite appel de la décision du tribunal mais l'appel est rejeté. Eichmann sera exécuté. « Le Nuremberg du peuple juif<sup>1</sup> » est terminé.

Grâce à des documents authentiques, des archives filmiques mais aussi une chronologie fouillée, le Mémorial a offert au public une approche complète du procès, construite autour de cinq axes.

Le premier axe est le plus visible aux yeux du visiteur : la chronologie. Celle-ci permet au visiteur de mieux comprendre la complexité du travail de la justice et

---

(1) Hanna Yablonka, « Le Nuremberg du peuple juif », *L'Histoire*, n° 362, mars 2011, p. 54 - 61.

des services secrets israéliens. Depuis le début de la carrière d'Eichmann jusqu'à son exécution en Israël, en passant par sa fuite en Europe et en Argentine, chaque événement marquant le destin du fonctionnaire nazi est minutieusement replacé dans un historique étonnement complet.

Le deuxième axe est la réalisation du procès. Insistant sur le caractère inédit de l'événement, le Mémorial met en avant l'intense préparation que le procès a nécessitée : l'aménagement des bâtiments du tribunal, la création d'un système permettant à la population israélienne et aux journalistes d'assister au jugement, etc.

Troisièmement, l'environnement politique dans lequel Eichmann est jugé par Israël est également abordé avec tous les questionnements que cela engendre. Quel message l'État juif veut-il faire passer sur la scène internationale par cette arrestation spectaculaire ? Le tribunal est-il habilité à juger Eichmann ? Cette tâche ne revient-elle pas à la scène internationale et notamment à l'Organisation des Nations Unies ? À plusieurs reprises durant l'exposition, l'accent est mis sur la question de la légitimité du tribunal. Cette question est essentielle puisqu'elle fera partie de la stratégie de défense privilégiée par Eichmann et son avocat, Robert Servatius.

Preuve que l'approche du Mémorial fut interdisciplinaire, l'exposition met également l'accent sur un quatrième axe : les questions essentiellement philosophiques liées à Eichmann et son implication dans le génocide des Juifs d'Europe. Il aurait été vain d'aborder ces sujets sans l'apport d'Hannah Arendt, philosophe allemande (1906-1975). C'est pourquoi le Mémorial se propose de faire brièvement référence à sa thèse de la *Banalité du Mal*<sup>2</sup>, thèse qui pose que les actes d'Eichmann furent guidés par un manque d'esprit critique et de réflexion à l'égard des ordres qui lui avaient été donnés par ses supérieurs (notamment Heinrich Müller et Ernst Kaltenbrunner). La thèse de la philosophe fut plusieurs fois critiquée, notamment pour le manque d'égard aux victimes du régime nazi.

Enfin, le Mémorial se propose également d'aborder les conséquences du procès Eichmann. Cet événement exceptionnel (tout comme le procès de Nuremberg) a participé à une prise de conscience mondiale de la Shoah. Comme le précise Annette Wieviorka, « il y eut un avant et un après, le procès Eichmann [...] créa une demande sociale de témoignage et installa la Shoah dans l'espace public<sup>3</sup>. »

Au-delà de cette interdisciplinarité observée à travers ces cinq axes, il faudra enfin saluer l'égard du Mémorial pour les victimes de la Shoah. L'exposition *Juger Eichmann, Jérusalem, 1961* ne tombe pas dans le piège de la réification du génocide.

[2] Hannah Arendt, *Eichmann in Jerusalem. A report on the Banality of Evil*, New York, The Viking Press, 1963.

[3] Annette Wieviorka, « Le procès qui fait entrer la Shoah dans l'histoire », *l'Histoire*, n° 362, mars 2011, p. 40-47.

La Shoah n'est en aucun moment vidée de son sens et de sa signification profonde. La souffrance des victimes est assez souvent rappelée pour que le visiteur puisse réellement comprendre les implications et l'importance qu'un tel procès peut avoir sur la scène internationale.

**Amandine Grillo**, Université catholique de Louvain

## *Fidel Castro. Arrêts sur images*

**Nancy Berthier**, Paris, Éd. Ophrys (Coll. « Imagenes »), 2010, 165 p.

Les études sur le charisme des leaders politiques s'inscrivent déjà dans une longue tradition qui s'est élaborée à la croisée de plusieurs disciplines comme la sociologie, la psychologie (ou la psychanalyse), l'histoire, la science politique ou même l'anthropologie. Pour nous en tenir au XX<sup>e</sup> siècle, on pourrait énumérer de remarquables analyses autour de la puissance personnelle et institutionnelle de Mussolini, Hitler, Staline, Mao-Ze-Dong, F. D. Roosevelt, Franco, Pol Pot, entre autres. Cependant, une partie seulement de ces études consacre quelques pages et une poignée de réflexions, souvent à l'état de notes fragmentaires, au fait que les leaders qui font l'objet de ces essais ne furent aucunement indifférents à la fonction performative de l'image. Si l'on ajoute à cela la tendance des chercheurs à interroger l'aspect *tératologique* du pouvoir, c'est-à-dire son usage irrégulier, pervers, hyperbolique (les dictateurs), on sera encore plus surpris de ce manque d'intérêt vis-à-vis de la dimension visuelle. Or, le fait est incontournable : les rituels, les bains de foule, la diffusion de photographies ou d'affiches, la présence constante des leaders dans les actualités cinématographiques, dans les films, puis à la télévision, sont difficilement intelligibles si l'on ne prend pas en compte la fascination exercée par les images. Qui plus est, à partir de la perspective du présent, les images restent un document irremplaçable pour saisir le rapport entre le leader et les foules, la chorégraphie symbolique sur laquelle repose son pouvoir ; en somme, l'esprit cérémonial ou sacré du leadership.

Or, cette attitude de déni de la dimension iconique n'est heureusement pas présente dans le dernier ouvrage, pionnier à plus d'un titre, de Nancy Berthier, *Fidel Castro. Arrêts sur images*. Livre au petit format, à la maquette soignée et élégante, bien illustré et de conception synthétique, il recèle une profonde connaissance historique : tout d'abord, sur Cuba, bien sûr, mais également sur le contexte international dans lequel l'île des Caraïbes a survécu dans des conditions parfois étouffantes au cours de la dernière partie du siècle. Cependant, le pari crucial du volume réside en la volonté de viser les images qui, parmi des milliers d'autres, nous permettent de comprendre

comment Fidel est devenu aux yeux de plusieurs générations une icône du XX<sup>e</sup> siècle ; et, ensuite, comment cette condition d'icône, dans le double sens du sacré et de l'abstraction par rapport aux images concrètes, peut être récupérée par l'historien dans la temporalité qui lui est propre.

Tâche ardue, s'il en est, car il s'agissait de déconstruire l'icône (qui, comme le mythe, est par nature intemporelle) en la rendant intelligible (au lieu de tellurique) et en la faisant dialoguer avec d'autres réseaux symboliques qui l'entourent, la nuancent et en précisent le sens. Berthier fixe son regard sur quelques images qui auraient constitué la vie imaginaire de Castro et qui décrivent un long itinéraire, à commencer par celles où la figure du *comandante* ne se détachait pas encore de l'ensemble d'insurgés contre le régime dictatorial de Batista et jusqu'à la récente disparition du leader du paysage public ou, comme l'a formulé le corrosif humour cubain, son *omni-absence*. Pour ce faire, l'auteure propose un parcours balisé par une série d'images (photographies, fragments filmiques, scoops de presse, une vidéo diffusée sur internet) où la rencontre entre l'image du personnage et la trame de conflits qu'il incarne semble s'accomplir à merveille. Peut-être serait-il plus exact de dire que l'analyse minutieuse du matériau visuel révèle une conjoncture qui est restée en partie occulte au regard de son époque. On voit ainsi circuler au fil des pages quatre périodes abordées du point de vue des images-icône dans lesquelles se donne à lire la dimension publique du régime, la relation de son cœur (Fidel) avec son peuple, le rayonnement international de sa figure...

À une étape *pré-iconique* où Castro n'est pas encore doté des traits distinctifs qui l'identifieront suit la cristallisation iconique élaborée dans la période de la guérilla révolutionnaire. C'est là que sont forgés les iconèmes irrenonçables du personnage (sa barbe et son uniforme kaki qui rappellent le *guerrillero* de Sierra Maestra) ; iconèmes qui demeureront tout au long de sa carrière. À partir des années 1990, les *ambivalences de l'icône* s'imposent et Berthier les voit se cristalliser de manière emblématique dans une surprenante photographie montrant l'arrivée du Pape Jean-Paul II à La Havane le 21 janvier 1998. Deux grands porteurs de charisme s'y affrontent et échangent en quelque sorte leurs attributs devant le regard attentif du monde entier. Pour terminer, *le crépuscule de l'icône* vise le vide d'images du *comandante* qui s'abat sur un peuple, le Cubain, habitué à sa présence dans tous les lieux d'échange social. Cette espèce de sentiment d'être orphelin qui sème le désarroi fut déclenché par la maladie de Fidel et la cession du pouvoir à son frère Raúl.

Ce petit recueil d'images, soigneusement choisies, détient un intense pouvoir d'évocation et dépasse souvent l'intention de leur auteur. Ce sont – ou elles sont devenues – au fil du temps, des images abstraites, des condensations syncrétiques de tant d'autres images qui circulèrent sur les mêmes sujets.

En bref, la grande vertu de cet ouvrage réside dans son courage à affronter les images en tant qu'images, sans tomber dans ce lieu commun de certains historiens

(aujourd'hui heureusement à la retraite), à savoir : leur rôle d'illustration. Les interroger, ajoutons-le, dans leur composition plastique, leur cadre, leur point de vue, y compris dans cette part de hasard que la photo comporte toujours... Voilà comment l'auteure nous propose un tableau des situations personnelles, historiques et médiatiques dans lesquelles ces images furent prises et qui nous permettent de suivre le fil rouge de cinq décennies de la vie d'un personnage dont l'image a bouleversé la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle, pour le bien et pour le mal, et qui demeure, encore aujourd'hui, moins contesté que son régime. Certes, il s'agit d'images choisies, comme on dit « pages choisies » lorsqu'on parle de littérature, mais, et voilà une valeur qui pourrait échapper au lecteur rapide, ces images ont été filtrées par le regard d'une spécialiste qui connaît profondément les avatars politiques, sociaux et artistiques de Cuba et qui nous les livre, comme les bons parfums, dans un petit flacon.

Vicente Sánchez-Biosca, Université de Valence

---

## *Los Desaparecidos en la Argentina. Memorias, representaciones e ideas (1983-2008)*

**Emilio Crenzel (coord.),** Buenos Aires, Biblos, 2010, 286 p.

Le cas des disparus argentins est souvent évoqué en tant que cas paradigmatique de la disparition forcée de personnes pour expliquer l'utilisation de cette méthode répressive pendant la dictature (1976-1983). Le disparu argentin constitue un point de référence lorsqu'il s'agit de parler des dictatures en Amérique latine. Cependant, que sait-on de la figure du disparu ? Est-il un jeune idéaliste qui a lutté pour un monde meilleur dans les années 1970 et qui a été victime de la barbarie d'un régime sanglant ? Est-il un guérillero qui a contribué à la violence qui s'est installée en Argentine avant et après le coup d'État de 1976 ? Est-il un père, un fils, un enfant ? Est-il vivant, mort ou disparu ? Cette liste pourrait être alimentée par de nombreuses autres questions puisque la figure du disparu en Argentine est multiple.

Le livre coordonné par Emilio Crenzel revient sur ces interrogations. Constitué de onze articles de chercheurs argentins et nord-américains issus de diverses disciplines, il cherche à comprendre quelles sont les différentes figures du disparu qui circulent et qui ont circulé en vingt-cinq ans de démocratie dans l'espace public argentin. Comme l'indique Crenzel, en faisant référence à Vidal-Naquet : « le génocide a été pensé et imaginé par des responsables, il peut donc être pensé et imaginé. » L'entreprise est

certes ambitieuse, mais plusieurs éléments permettent à l'ensemble des articles de l'ouvrage d'arriver à leur but. Grâce à la variété disciplinaire des chercheurs, nous côtoyons des sources aussi différentes et complémentaires que la photographie, le théâtre, la littérature, le cinéma, le rapport *Nunca más* et les modalités d'actions de divers collectifs présents dans la société argentine. Par ailleurs, en suivant un parcours chronologique, les articles permettent de comprendre l'évolution de cette figure dans l'imaginaire de la société argentine. Mais Emilio Crenzel n'a pas établi des cadres temporels au sein desquels il tenterait de placer les articles. Au contraire, ils constituent un ensemble thématique et formel qui met en évidence une volonté de construire un tout dans lequel les époques, les interprétations et les visions se superposent.

L'ouvrage commence donc avec la fin de la dictature et le début de la transition à la démocratie lorsqu'interviennent de nombreux acteurs. Les articles de Claudia Feld, Ana Longoni et de Crenzel montrent l'omniprésence des disparus dans les médias, les mobilisations des associations de défense des droits de l'homme et les discours étatiques qui cherchent à répondre à ces dernières. Tout cela ne se traduit pas par l'élaboration d'une image claire. Bien au contraire, plus on « voit » le disparu, moins il est défini. À une époque où la démocratie est conditionnée par la gestion du passé dictatorial, les interprétations de ces acteurs, souvent opposées, sont un point de départ qui certes n'aura pas permis de comprendre la complexité des faits qui ont eu lieu pendant la dictature, mais qui va asseoir l'ensemble des discours autour de la disparition forcée de personnes et de la figure du disparu. C'est ce que démontre Sandra Raggio à propos du livre *La Noche de los lápices (La nuit des crayons)* qui contribue à la simplification des récits et engendre des figures plus schématiques. En s'adressant à une génération qui n'a pas réellement vécu la dictature, du fait de son jeune âge, les auteurs de ces récits cherchent à ne pas laisser planer de doute sur l'innocence des disparus. À l'aune de la période dite de « réconciliation nationale » menée par Carlos Menem à partir de 1989, le disparu est, soit une victime innocente de la répression dictatoriale, soit un coupable d'avoir contribué à l'instauration de la violence dans le pays ou encore un jeune idéaliste qui luttait pour un monde meilleur.

Néanmoins, les interprétations intermédiaires ont leur place. Les articles de Carla Guastamacchia et Sabrina Pérez Alvarez, et celui de Malka Hancevich et Lorena Soler reviennent sur le fait que l'élaboration de la figure passe aussi par des supports plus en accord avec les nouvelles générations. Leurs analyses de plusieurs films sur la violence politique des années 1970-1980 et ses conséquences dans la période post-dictatoriale, tout d'abord entre 1984 et 1994, puis entre 1995 et 2003, font apparaître des nuances. Avec de plus en plus de références au militantisme des disparus et au rôle de la société civile avant et après la dictature, les œuvres étudiées contribuent à l'élaboration d'une réflexion plus complexe sur le passé récent. Il ne s'agit plus seulement d'évoquer deux camps opposés, les militaires et la guérilla, dont la victime aurait été la société argentine. On ne cherche pas non plus des responsables. Les films tentent de comprendre quelles sont les relations et les intérêts qui se sont noués

pour en arriver à la disparition massive de citoyens argentins. Parallèlement, des militants des années 1970, pour la plupart des membres de la lutte armée, publient de plus en plus de textes pour donner leur vision des faits. Le travail de Brenda Werth, sur le théâtre, et celui de Rossana Nofal, sur la littérature testimoniale, s'intéressent aux interprétations de ces témoins. Les œuvres analysées ne se centrent pas sur la captivité. Les dramaturges et les militants développent plutôt un travail sur l'action des groupes et les conséquences de cet engagement politique pour les familles. Grâce à ces récits, le public et/ou le lecteur entre dans l'intimité du militantisme et son aspect le moins évoqué : la clandestinité. Ces textes produits par ces acteurs parlent non seulement de leur expérience personnelle, mais aussi pour ceux qui ne sont plus là. Les pièces de théâtre tentent de montrer un double cheminement : celui des familles qui cherchent à comprendre ce choix de vie et celui des militants qui s'interrogent sur leur propre trajectoire. La complexité de ces entrelacs et de ces questions amène des réponses multiples qui n'empêchent pas, au sein des autocritiques des militants, la persistance de simplifications ; il faut toujours un coupable, dans ce cas : les dirigeants des organisations.

Les disparus tout au long des années 1990 et du début des années 2000 sont des acteurs du passé et du présent de l'histoire politique et sociale argentine. Grâce à l'analyse des livres scolaires de Diego Born, Martín Morgavi et Hernán von Tschirnhaus, nous observons que les disputes autour de la figure du disparu présentes dans les matériaux cités auparavant se frayent un chemin dans le système scolaire de la province de Buenos Aires. L'intérêt de l'article réside en grande partie dans le fait que les acteurs auxquels les autres travaux se réfèrent ne sont pas les premiers à tenter d'intervenir dans le cadre scolaire. Dès 1980, les militaires voulurent écrire leur propre histoire et celle qui précède le coup d'État. Ainsi, la construction du discours sur le passé récent et la figure du disparu s'est donc faite à partir de cette première élaboration.

Enfin, en terminant l'ouvrage par les articles d'Ana Laura Lobo et d'Elizabeth Jelin sur les constructions plus récentes de la figure du disparu, nous pouvons comprendre qu'elles sont les héritières et la continuité des représentations analysées dans les autres articles. Parallèlement, elles apportent aussi une réponse directe aux premiers discours élaborés par les juntas militaires pendant la dictature. Le militant, le fils, le frère et/ou le père ont remplacé le subversif dans l'espace public argentin. Mais les nuances évoquées dans les autres articles ne sont pas encore intégrées aux discours publics de grande portée. Le disparu reste une image unidimensionnelle pour la société civile. Il s'agit néanmoins d'une des figures les plus complexes de l'espace public argentin. Dans le cadre d'un paysage scientifique très fertile sur les questions liées à la violence politique de la dernière dictature et ses conséquences en Argentine, les articles rassemblés par Emilio Crenzel constituent une vision complète, et complexe, de ce que nous pourrions appeler l'héritage le plus singulier de la dernière dictature. Pour finir, nous souhaiterions signaler, comme le dit Crenzel, que cet ouvrage et les supports qui y sont analysés, sont surtout la preuve de « l'échec de la volonté de



négarion, de silence et d'oubli de la dictature puisque la multiplicité des représentations et des mémoires a restitué, de différentes façons, la notoriété de la présence qu'a volé la « technique de disparition » aux disparus. »

Nadia Tahir, Université Paris IV-Sorbonne

---

## *Tombeau pour 500 000 soldats*

**Pierre Guyotat, Paris, Éd. Gallimard, 1987, 492p.**

Entre 1963 et 1965 Pierre Guyotat, jeune homme qui traverse la guerre d'Algérie à sa façon (complicité de désertion, atteinte à la morale de l'armée, possession de textes interdits) écrit son œuvre la plus puissante : *Tombeau pour 500 000 soldats*, qui ne sera publiée qu'en 1967.

Commencer la lecture de ce texte, c'est avant tout prendre le risque de ne pas le finir, prendre le risque de s'engager dans une expérience profonde plutôt que dans un simple divertissement. Le manuscrit original se présente sous « la forme d'une masse sans alinéa », comme le signale l'avertissement de l'édition Gallimard. Divisé en 7 chants, il est le reflet d'un XX<sup>e</sup> siècle de violences liées aux colonisations, aux guerres et à tout ce qu'elles ont engendré.

Le récit semble se construire sous une écriture d'état second, quasi surréaliste, avec une esthétique sadienne dans laquelle se multiplient des épisodes d'une violence extrême et/ou d'une sexualité dans tous ses aspects : pédophilie, homosexualité, viol, sadomasochisme, tortures sexuelles... Deux villes imaginaires accueillent ces violences : *Ecbatane* et *Inaménas*, qui semblent être la synthèse des lieux de violences du XX<sup>e</sup> siècle : colonies, camps d'extermination, prisons...

Dès le titre de l'œuvre, la démesure s'installe et ne quittera pas ses 500 pages, accueillant ces 500 000 soldats qui s'entretuent. Car c'est bien sûr la mort qui domine, les cadavres qui s'entassent, le corps des soldats qui est mis en avant dans ce qu'il a de plus répugnant, de plus morbide.

Le tombeau est ce lieu ultime et Guyotat s'attache à décrire tout ce qui le précède, il est la convergence des violences, l'endroit fatal où la description ne tient plus et où le monde tel que l'Homme l'a construit se réduit finalement. C'est cette idée qui traverse ce récit, une société qui ne finit plus de se détruire elle-même sans parvenir à aller jusqu'au tombeau, un enterrement infini dans la violence.

Et les termes qui s'y rattachent coulent comme le sang et le sperme, c'est alors autour de ces deux grands « termes », qui deviennent « thèmes », que se construisent les épisodes.

Dans cet enchevêtrement de tableaux intenses, extrêmes et démesurés, il y a une esthétique poétique qui se dégage. Les descriptions sont d'une telle richesse qu'elles provoquent une ivresse des mots. Pierre Guyotat transcende la terrible réalité du XX<sup>e</sup> siècle pour créer un langage quasi sublime ou en tout cas une esthétique entre surréalisme et poétisation de l'extrême violence. Il faut ainsi bien comprendre que cette œuvre doit se concevoir comme une expérience qui capte la plénitude de l'être alliant ainsi la lecture à des sensations de suffocation, de dégoût, de rejet, d'angoisse, de mal-être, de tristesse. Pierre Guyotat interroge notre MOI et sa place dans une société occidentale, sans perdre de vue le fait que le texte a été publié dans les années 1960 et 1970, deux décennies de remise en question profonde et positive, et que le lectorat actuel correspond à une génération arrivant après un intense XX<sup>e</sup> siècle. Ainsi la lecture de cette œuvre constitue une synthèse de tous ces précédents, un regard vers le passé pour des lecteurs du présent qui n'ont pas forcément vécu les traumatismes de ce siècle (j'entends par là de manière physique), mais qui parviennent à se les approprier par la lecture d'œuvres comme celle-ci.

Georges Bataille mettait en avant le côté inorganique de la littérature se proposant de capter la totalité de l'expérience humaine. Cette expérience des limites trouve son sens quand elle est mise en rapport avec les traumatismes de guerres, les œuvres devenant parfois de véritables créations qui retranscrivent la violence humaine, même dans ce qu'elle a de plus extrême, où l'imagination se mêle à l'Histoire. Ici, il y a bien création d'un objet littéraire, un lieu ultime et infini, qui peut tout dire et tout représenter. Pierre Guyotat n'est pas qu'un simple témoin ou un homme ayant vécu les traumatismes de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, il se sert de son expérience, de son vécu mais aussi des connaissances collectives pour véritablement créer une œuvre à l'esthétique parfaitement travaillée qui à elle seule reflète tout un siècle de violences, de destruction mais aussi de (re)-création. Elle peut maintenant se voir comme le tombeau de ce siècle, un monument funéraire dont l'effet mémoriel est essentiel, les simples connaissances que nous avons accumulées concernant les décennies qui nous précèdent sont véritablement sublimées et transcendées par l'auteur, malgré le choc esthétique évident.

**Yoann Sarrat**, Université Blaise Pascal Clermont-Ferrand II